

Sismondi et les crises économiques

Marcel Daneau

Volume 39, Number 1, April–June 1963

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1001886ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1001886ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (print)

1710-3991 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Daneau, M. (1963). Sismondi et les crises économiques. *L'Actualité économique*, 39(1), 35–45. <https://doi.org/10.7202/1001886ar>

Sismondi et les crises économiques

Jean-Charles-Léonard Simonde de Sismondi (1773-1842) doit sa renommée beaucoup plus à l'histoire qu'à l'économie politique. Deux études monumentales, *l'Histoire des Républiques Italiennes au Moyen-Âge* et *l'Histoire des Français*, couronnent son œuvre historique. Son travail en économie politique fut plus modeste. Il fut surtout méconnu. En 1803, Sismondi publia un traité sur la *Richesse Commerciale* inspiré des doctrines d'Adam Smith. Cette étude n'apporta aucune nouvelle théorie à celles qui existaient déjà mais elle eut l'heureux avantage de familiariser Sismondi avec l'économie politique de son époque. Quelques années plus tard, les éditeurs de l'Encyclopédie d'Édimbourg l'incitèrent à insérer un article sur l'économie politique. Cet article fut l'embryon de ses *Nouveaux Principes d'Économie Politique* publiés en 1819. Une seconde édition, plus volumineuse, parut en 1827 et une troisième, basée sur la deuxième, en 1951.

Les éditions des *Nouveaux Principes* ne furent pas nombreuses, contrairement à celles de Ricardo, Say et Malthus. Le silence de ses contemporains autour de son œuvre et, plus tard, les sarcasmes de Marx en furent probablement les principales causes. Sismondi s'attaquait à des économistes dont les théories semblaient inébranlables. Le principe de l'intervention gouvernementale en économie politique pouvait difficilement, à son époque, se substituer à celui du « Laissez faire, laissez passer ». La loi des débouchés de Say, qui écartait les crises économiques générales de surproduction, était théoriquement bien faite et résistait avec vigueur à la théorie de la sous-consommation de Sismondi. Quant à Marx, il traita Sismondi de petit bourgeois,

d'utopiste et de réactionnaire ; épithètes qui eurent pour effet de le reléguer aux oubliettes.

Cet oubli de Sismondi est malheureux car il possède les qualités essentielles d'un grand économiste et d'un grand humaniste. Il compatit à la misère humaine de son époque et il en chercha les causes. S'il suggéra quelques remèdes aux maux de son siècle, il ne formula aucune hypothèse sur la forme d'organisation sociale qui pourrait remédier aux misères de la population. En toute humilité, il l'affirme lui-même, il s'en sent incapable. « Quel serait l'homme assez fort, dit-il, pour concevoir une organisation qui n'existe pas encore, pour voir l'avenir comme nous avons déjà tant de peine à voir le présent ? »¹ Marx osa relever le gant, et encore est-il très discret sur la forme d'organisation du communisme intégral. Quoiqu'il en soit, les nombreuses causes des crises économiques de Sismondi ont toujours gardé un certain cachet moderne. Comme aujourd'hui, elles sont canalisées vers un même but : le déséquilibre entre la production et la consommation. « C'est une grande erreur, écrit-il, dans laquelle sont tombés la plupart des économistes modernes, que de se représenter la consommation comme une puissance sans bornes, toujours prête à dévorer une production infinie. »² Cette formulation de Sismondi est, comme nous le verrons, toujours d'actualité.

* * *

Le calcul du revenu national suit aujourd'hui un processus particulièrement complexe. La somme des dépenses de consommation, des investissements domestiques, des déboursés gouvernementaux et des investissements étrangers nets en forme la structure essentielle. Keynes fut l'initiateur de la structure actuelle du revenu national. Certains de ses prédécesseurs, cependant, furent préoccupés par ce problème et formulèrent leur propre concept du revenu national. Leur formule est beaucoup plus simple. D'après Sismondi, « le revenu national se compose seulement de deux parties ; la première est le profit qui naît de la richesse, la seconde la puissance de travailler qui résulte de la vie ou la subsistance de ceux qui travaillent. »³ Ce qui peut se représenter par :

$$Y = S + P$$

1. Sismondi, J.C.L., *Simonde de, Nouveaux principes d'économie politique*, 3e édition, Jeheber, Genève, 1951, tome II, p. 299.

2. *Ibid.*, tome I, p. 82.

3. *Ibid.*, tome I, p. 102.

Les salaires sont cette partie du revenu national qui revient aux travailleurs en échange de leur puissance de travail et couvre à peine leurs frais de subsistance. Les profits sont dérivés du capital ou de la richesse des capitalistes. Cette formule relativement simple sera la base sur laquelle s'élaboreront les causes des crises économiques.

En ce qui concerne les salaires, mentionnons immédiatement que leurs bas niveaux résultent d'un ensemble de causes plus ou moins connexes. Le déplacement de l'homme par la machine a multiplié le nombre des chômeurs. Une concurrence frénétique et déloyale entre les membres de la classe prolétarienne s'ensuit donc avec tous les inconvénients que cela implique, dont le principal est une réduction des salaires. Cette première thèse, Marx l'utilisera lorsqu'il fera surgir son armée de réserve réclamant du travail à la porte des usines. Quant à l'introduction des machines, elle est causée par la concurrence entre les capitalistes, toujours avides d'augmenter leur profit et d'élargir leur marché aux dépens de leurs concurrents. Un autre facteur invoqué par Sismondi pour expliquer le bas niveau des salaires est la spoliation des travailleurs. La richesse accumulée se divise en capital fixe et en capital circulant. Le capital circulant se subdivise en profit et en salaires. Par ailleurs, la somme de ces deux derniers revenus étant plus ou moins fixe, l'élargissement de l'un se fera nécessairement au détriment de l'autre. Or, comme les capitalistes ont une puissance monopolistique individuelle que les travailleurs ne possèdent pas, ils gonflent leurs profits en réduisant les salaires au niveau de subsistance. Il s'ensuit non seulement une lutte pour les revenus mais aussi des conflits entre les classes. Sismondi décrit le phénomène comme suit : « le capitaliste s'efforce de ne laisser à l'ouvrier que justement ce qu'il lui faut pour maintenir sa vie, et se réserve à lui-même tout ce que l'ouvrier a produit par delà la valeur de cette vie. L'ouvrier, de son côté, lutte pour conserver une part un peu plus considérable dans le travail accompli. »⁴ D'autre part, les salaires suivent les mouvements des prix du blé. S'il y a augmentation des prix du blé, les salaires s'accroîtront et vice versa. Cependant ces changements ne modifient en rien le niveau de subsistance : le salaire nominal varie mais non le salaire réel. En certains cas, les salaires sont même inférieurs au niveau de subsistance et l'État doit combler la différence (*poor law*) pour prévenir une trop forte mortalité.

4. *Ibid.*, tome I, p. 101.

Sismondi négligea l'aspect statique du revenu national. Il utilisa les caractères dynamiques de l'économie pour expliquer les causes des déséquilibres. Parmi les facteurs de croissance économique, trois semblent ressortir assez clairement : la consommation, les investissements, et les découvertes ou innovations technologiques. Sismondi différencie ces deux derniers facteurs, car un accroissement des investissements ne signifie pas nécessairement une introduction de nouvelles découvertes et vice versa. Cependant les circonstances veulent qu'ils marchent presque toujours de pair. Les innovations technologiques sont le fruit du génie inventif de l'entrepreneur comme elles le furent plus tard pour Schumpeter. Mais ces deux auteurs interprètent différemment le rôle de l'innovation.

D'après Schumpeter, les découvertes technologiques procèdent par vagues, amplifiées par l'imitation des rivaux de l'entrepreneur inventif. Une vague de découvertes augmente les investissements, la production et l'emploi. Mais cette croissance ne peut se poursuivre indéfiniment, les occasions d'investissements se tarissent et l'abondance des nouveaux produits, résultant de ces découvertes, amène la chute des prix. C'est la dépression économique.

Sismondi, lui, ne lie pas entre elles les vagues successives d'expansion et de contraction économique. Il ne conçoit pas, comme Schumpeter, un mouvement oscillatoire autour d'une position d'équilibre. En d'autres termes, les cycles n'existent pas dans la pensée de l'auteur, les crises sont des phénomènes indépendants de toute récurrence ou, pour être plus explicite, les innovations ne se succèdent pas par vagues.

La concurrence est la force qui aiguillonne le génie inventif de l'entrepreneur. Il doit innover pour survivre. Ces découvertes peuvent mettre en marche les phénomènes d'expansion économique. Cette expansion cependant n'est que temporaire pour deux raisons. La première, c'est que les entrepreneurs qui n'ont pu imiter leurs concurrents seront bientôt acculés à la banqueroute et ils devront congédier leurs ouvriers. Ils tiendront aussi longtemps que les coûts variables seront couverts car, en ce faisant, ils espèrent rencontrer une partie de leurs coûts fixes⁵. C'est la survie du plus fort tant au point de vue administratif que financier. La deuxième raison découle du fait que le remplacement de l'homme par les nouvelles machines va augmenter considérablement la production. Mais le taux d'accroissement des salaires

5. *Ibid.*, tome I, p. 255.

étant inférieur au taux d'accroissement de la production, les marchés seront bientôt saturés de marchandises. Les prix tomberont, les entrepreneurs réduiront leurs opérations et le chômage s'étendra à tous les secteurs de l'économie. C'est la crise économique⁶.

La source des investissements est l'épargne qui naît de l'abstinence des capitalistes. Et, d'après Sismondi, la capitalisation de ces épargnes est l'un des facteurs d'expansion économique. « Lorsque le riche épargne sur ses revenus (i.e. son profit) pour ajouter à son capital, le revenu national augmente. »⁷ Il est bon de souligner ici que l'épargne est le fait des riches seulement ; la classe ouvrière, pouvant à peine subsister, consomme tout son revenu. Par ailleurs, les investissements sont conditionnés dans une large mesure par l'ampleur du profit et les taux d'intérêt. Si les profits sont relativement larges, ils peuvent être divisés entre les ouvriers sous forme de salaires et les capitalistes eux-mêmes, soit pour subvenir à leur propre consommation soit pour accroître leurs investissements. Or, comme on l'a souligné précédemment, la plus large part de ces profits accrus sera réservée aux capitalistes. Ils devront donc choisir entre leur bien-être immédiat, d'une part, et les investissements, d'autre part. Le fait de choisir l'une ou l'autre de ces utilisations fera augmenter le revenu national. Mais le coefficient d'expansion, c'est-à-dire le multiplicateur, sera plus élevé avec les investissements qu'avec la consommation car les dépenses de consommation des riches servent surtout à l'achat de produits de luxe fabriqués à l'étranger. En d'autres termes, la consommation des capitalistes augmentera le revenu national des pays exportateurs de produits de luxe et aura peu d'effets au pays même⁸. Quant aux investissements, leur accroissement devra être modéré ; une augmentation trop rapide multiplie les pouvoirs productifs et fait craindre la surproduction. En effet, c'est le revenu de l'an passé qui achète la production de cette année. Or, les investissements multipliant la production, le revenu de l'an passé ne pourra absorber toute la production de cette année. Il y a donc danger de surabondance de marchandises, de réduction de la production et d'accroissement du chômage. Sismondi précise que ce déséquilibre peut être éliminé si les investissements sont modérés. Dans ce cas, le surplus sera moindre et pourra être plus facilement vendu à l'étranger ou prudemment réinvesti. Le marché national se libère ainsi d'une production accrue et

6. *Ibid.*, tome I, p. 258-268.

7. *Ibid.*, tome I, p. 104.

8. *Ibid.*, tome I, p. 272.

peut poursuivre, sans secousses, sa lente évolution ascendante⁹. Notons que Sismondi préconise pour les pays sous-développés une politique d'investissements qui permettrait l'emploi d'une quantité aussi élevée que possible de main-d'œuvre. L'implantation de manufactures hautement mécanisées ne serait pas un remède au problème du chômage de ces pays¹⁰.

Le taux de l'intérêt est déterminé par l'offre et la demande de capital. Si la demande est limitée par rapport à l'offre, le taux de l'intérêt sera bas et vice versa. Pour l'industrie, il est avantageux que l'offre soit toujours supérieure à la demande, car une baisse du taux de l'intérêt stimulera les investissements. « La baisse du taux de l'intérêt, rappelle Sismondi, détermine presque toujours le fabricant à employer dans sa fabrication un plus grand capital fixe. »¹¹ Bien entendu, l'augmentation des investissements n'est désirable que proportionnellement à l'accroissement de l'emploi et de la consommation. Autrement la production ne trouvera pas preneur et le marasme économique s'ensuivra.

La consommation est le troisième facteur de croissance économique. D'après Sismondi, il est même très important. Les développements technologiques et les investissements déterminent le niveau de la consommation et sont aussi déterminés par lui. En d'autres termes, la demande des consommateurs peut conditionner, toutes choses étant égales, les investissements et les découvertes technologiques et vice versa. L'interaction des facteurs a donc une influence majeure sur la conjoncture économique.

La consommation totale peut se diviser en deux parties : la consommation des riches et la consommation des pauvres. La première est particulièrement instable alors que la deuxième ne l'est pas. La consommation des pauvres ne varie pas ou peu car elle se situe au niveau de subsistance. Elle se limite aux besoins essentiels de la vie. La consommation des riches fluctue selon leurs désirs de consommer ou d'investir leurs profits. Et la répartition de leurs revenus entre ces deux secteurs pourra être un facteur de déséquilibre ou d'équilibre dynamique.

Si le capitaliste consomme tout son revenu (profit), il mange en même temps son capital car il néglige de couvrir ses frais d'amortisse-

9. *Ibid.*, tome I, p. 113-114.

10. *Ibid.*, tome I, p. 300.

11. *Ibid.*, tome I, p. 294.

ment. À court terme, la prodigalité des riches accroîtra la demande de biens et services et elle aura d'heureux effets sur le revenu national, abstraction faite des fuites dans le système, tel l'achat de marchandises dans les pays étrangers. Cette expansion économique, d'après Sismondi, n'est cependant que de courte durée. En effet, le capitaliste, consommant tout son revenu, n'épargne plus, ne réinvestit plus et provoque, à long terme, une réduction considérable de la production de sa propre firme et dans l'industrie de l'outillage ou des instruments de production. Les ouvriers de ces secteurs qui escomptaient ce revenu pour vivre, se trouvent réduits à ne plus rien recevoir et tombent, par conséquent, en chômage. La dépression se communique aux autres industries et la crise apparaît¹². Situation très troublante pour les capitalistes, s'ils ne consomment pas assez, puisque l'industrie des produits finis succombera à son tour et la croissance économique se trouvera encore arrêtée, à moins qu'il y ait ouverture de nouveaux débouchés sur les marchés extra-nationaux. Dans ce cas, la surproduction trouverait son exutoire à l'étranger. Cette dernière politique permet l'exportation du chômage mais elle est dangereuse. Elle peut engendrer la guerre entre les nations et l'impérialisme économique¹³.

Une augmentation du volume monétaire peut aussi accroître le revenu national si ce numéraire additionnel est dépensé pour fins d'investissements ou de consommation. Notons que Sismondi n'insiste pas sur les répercussions que pourrait avoir cette nouvelle monnaie sur les investissements ; il se préoccupe plutôt de son effet sur la consommation. « Augmenter le numéraire d'un pays, dit-il, sans augmenter sa consommation, ce n'est rien faire pour sa prospérité, ce n'est point encourager le travail. »¹⁴ C'est la demande effective qui est facteur de croissance. Mais il voit parfaitement bien qu'un accroissement du numéraire amène l'inflation s'il n'est pas proportionnel à l'accroissement de la production. Bien plus, une augmentation de la vélocité de la monnaie produit un phénomène identique dans les mêmes conditions. Il mentionne que la vélocité de la monnaie dépend du degré d'optimisme de la population¹⁵.

La pensée de Sismondi pourrait se résumer comme suit : les investissements, les découvertes technologiques et la consommation sont les

12. *Ibid.*, tome I, p. 86.

13. *Ibid.*, tome I, p. 273.

14. *Ibid.*, tome II, p. 21.

15. *Ibid.*, tome V, p. 83.

facteurs de croissance économique. Les deux premiers facteurs sont d'excellents stimulants à condition que la production qui en résultera soit absorbée par le marché. Comme les salaires des ouvriers, en particulier, sont trop bas, ceux-ci ne peuvent acheter tout ce qu'ils produisent ; c'est la surproduction ou, l'envers de la médaille, la sous-consommation. D'autre part, la consommation pourrait aussi stimuler l'économie si on s'appliquait surtout à accroître celle des pauvres ou à diriger celles des riches vers le marché domestique. Cette dernière est présentement faite à l'extérieur et, de ce fait, empêche la pleine utilisation de la production nationale.

*
* * *

Contrairement à ses contemporains, Sismondi fait intervenir la puissance de l'État pour soulager les souffrances de ses concitoyens. « L'État doit intervenir, dit-il, pour empêcher que des hommes ne soient sacrifiés aux progrès d'une richesse dont ils ne profiteront point. »¹⁶ Il ajoute que « la science du gouvernement se propose, ou doit se proposer pour but le bonheur des hommes réunis en société. »¹⁷ Ce bonheur résulte du bien-être physique et moral de l'homme. Comment accroître le bien-être physique et moral de l'homme, voilà la question qui préoccupe Sismondi !

Il s'attaque d'abord à la répartition des revenus entre les deux classes de la population et, de ce fait, soulève le problème de la propriété privée. Sismondi ne préconise pas l'abolition de la propriété privée, il désire tout simplement la disparition des abus qui peuvent découler de cette propriété. Ces abus peuvent être amoindris sinon éliminés de deux façons : premièrement, par la multiplication de la petite propriété privée des moyens de production qui permet un contact humain et personnel entre l'employeur et les employés ; deuxièmement, par une distribution plus adéquate du profit entre les capitalistes et les prolétaires. Ajoutons qu'il voit avec bienveillance la formule coopérative, établissant une communauté d'intérêts entre la propriété elle-même et les ouvriers qui la possèdent¹⁸. Mais, quelle que soit la solution envisagée, un accroissement du bien-être physique et moral de la masse

16. *Ibid.*, tome I, p. 68.

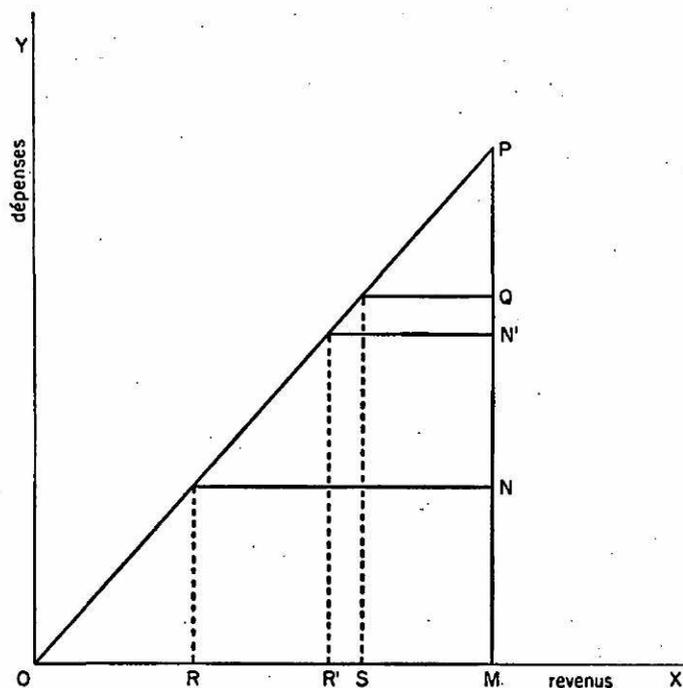
17. *Ibid.*, tome I, p. 33.

18. *Ibid.*, tome II, p. 243.

par la consommation et les loisirs est l'objet des recommandations de Sismondi.

Nous avons mentionné plus haut que le profit des capitalistes se divise en deux parties : l'une qui va à la consommation, l'autre qui va aux investissements. Or la part du profit la moins utile pour l'économie nationale est celle qui se dirige vers la consommation des produits de luxe achetés surtout à l'étranger. C'est donc normalement celle qui doit revenir aux ouvriers. Par ailleurs, la partie épargnée et réinvestie ne doit pas être distribuée, devant plutôt être conservée intacte afin d'amortir et de multiplier le capital. Sismondi ajoute même que « la partie du revenu qui sert à amortir le capital ne doit pas être taxable. »¹⁹

Le graphique suivant tente d'expliquer la solution de Sismondi.



Soit MN, la consommation originale de la classe ouvrière. Elle est constante au niveau de subsistance. Elle correspond au revenu OR de la même classe. NP est le profit des capitalistes qui se divise en NQ, les dépenses de consommation et QP, les investissements. Ces deux quantités correspondent au revenu RM de la classe capitaliste.

19. *Ibid.*, tome II, p. 109.

Le niveau de revenu OM ne peut être maintenu si la demande totale n'est pas égale à MP. Or, une partie du revenu des capitalistes, RR', affectée à la consommation, se dirige vers l'extérieur et peut être déflationniste. Il s'agit donc de remettre cette partie aux ouvriers afin qu'ils accroissent leur consommation de NN', ce qui relèvera leur consommation à MN'. Voilà donc un moyen de remédier à la surproduction. Bien entendu, on suppose alors que les investissements ne seront pas affectés par une réduction de la consommation des riches. Autrement la fin à atteindre pourrait être différente.

Est-ce que l'État va intervenir directement par les impôts pour établir une meilleure distribution du revenu ou laissera-t-il aux capitalistes la liberté de la faire ? Il semble que Sismondi penche pour la dernière solution. Le législateur pourra par ses conseils indiquer la route à suivre sans obliger personne à s'y engager. Il doit respecter la liberté individuelle. D'autre part, les capitalistes devraient comprendre que le partage du profit serait juste, simple et ne constituerait pas une atteinte à leur liberté. Qu'ils le veuillent ou non, ils doivent d'ailleurs payer des impôts pour le soutien des pauvres. Dans ces conditions, pourquoi ne pas opter pour un partage direct avec leurs ouvriers ?²⁰ Si la petite propriété privée reprenait ses droits, pense nostalgiquement Sismondi, ces problèmes disparaîtraient probablement. Cependant, la législation sociale doit réglementer les heures de travail des ouvriers afin que chacun puisse jouir des loisirs nécessaires au développement de ses facultés intellectuelles et morales. Des heures trop longues et des machines inhumaines abêtissent l'ouvrier ou dégradent la condition humaine.

Les héritages doivent être taxés pour prévenir l'accumulation de grandes fortunes dans quelques mains seulement. Finalement les taxes de consommation devraient être généralisées à toutes les marchandises mises en vente. Mais cette dernière imposition présente certains dangers, d'après Sismondi, car, non seulement elle est régressive, mais elle peut aussi amener la spirale des prix. C'est-à-dire qu'une hausse des prix des marchandises, résultant des taxes, peut engendrer une hausse des salaires qui fera augmenter les prix des marchandises, et ainsi de suite²¹.

Sismondi et Adam Smith, son illustre maître, partagent des idées

20. *Ibid.*, tome II, p. 225-246.

21. *Ibid.*, tome II, p. 146.

similaires sur les dépenses gouvernementales. La justice, la défense et les travaux d'intérêt public sont les trois principaux secteurs qui doivent être largement supportés par l'État. Quant à la charité publique, Sismondi, comme Malthus, s'y oppose. « La taxe des pauvres, dit-il, est une sorte de prime pour la multiplication de la population indigente. »²² Toutefois c'est là à peu près le seul point sur lequel ces deux économistes sont d'accord ; leurs vues sur la population divergent complètement. Malthus affirme que le niveau de subsistance contrôle la population, que le taux d'accroissement de la population étant supérieur au taux d'accroissement de l'alimentation, de nombreuses bouches ne trouveront pas place au festin de la nature et devront par conséquent disparaître. Sismondi soutient l'inverse : « Les générations humaines ne croissent pas si vite que la subsistance. »²³ La nature possède un pouvoir de reproduction sans égal chez l'homme. Ce n'est pas le niveau de subsistance qui contrôle la population, mais le niveau de revenu. « Toutes les fois que le travail sera demandé, et qu'un salaire suffisant lui sera offert, l'ouvrier naîtra pour le gagner. »²⁴ L'accroissement de la population dépend donc de facteurs économiques. Sismondi admet toutefois que le facteur moral, chez les peuples croyants, peut jouer un grand rôle sur la natalité. Selon lui, l'affaiblissement de la crainte du péché, le manque de chasteté et une confiance illimitée en la Providence, auraient été des causes de déséquilibre entre la population et les moyens d'exister²⁵.

Pour en revenir au rôle de l'État, l'on peut dire que décidément Sismondi minimisait son action comme modérateur et organisateur de la structure économique de la nation. Il semble hésiter entre le libéralisme économique, d'une part, et le socialisme, d'autre part, sans jamais pouvoir s'accrocher à l'un ou à l'autre, un peu comme John Stuart Mill quelques années plus tard. Cette attitude nous est d'ailleurs familière, même aujourd'hui, car cette tension entre ces deux pôles est loin d'être disparue. Quoi qu'il en soit, Sismondi fut peut-être l'un des premiers économistes à en soulever les problèmes et à nous laisser en héritage la solution la plus contestée de notre époque.

Marcel DANEAU,
professeur à l'École des Pêcheries (Laval)

22. *Ibid.*, tome II, p. 205. 23. *Ibid.*, tome II, p. 97. 24. *Ibid.*, tome II, p. 192.
 25. *Ibid.*, tome II, p. 197.